



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FEUILLETON ET AVIS

Jour de séance 31

Deuxième session, 55^e législature

le jeudi 28 avril 2005

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Messages de félicitations
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés
Questions orales
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

FEUILLETON ET AVIS
ORDRE DU JOUR

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Selon l'alternance prévue aux paragraphes 44(2.4), 44(2.5) et 44(2.6) du Règlement]

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 68 — M. Jamieson, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le mardi 19 avril 2005, la résolution suivante :

attendu que la salubrité de l'environnement, surtout pour les enfants, est depuis 1997 une priorité internationale pour les pays du G-8 ;

attendu qu'il existe maintenant des preuves scientifiques suffisantes qui indiquent que l'exposition prénatale ou pendant l'enfance à des substances chimiques donne lieu à des anomalies du développement neurologique, telles que des troubles cognitifs, moteurs, visuels ou auditifs ou l'infirmité motrice cérébrale, ainsi qu'à l'anémie, au trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité et à des anomalies liées au dysfonctionnement rénal ;

attendu que les gens d'un grand nombre de régions du Nouveau-Brunswick ont exprimé des préoccupations relativement aux répercussions de l'environnement sur leur santé et celle de leurs enfants en ce qui concerne l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils boivent et les rivières, les lacs, l'habitat océanique et le sol dont ils dépendent pour leur production alimentaire ; qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative ordonne au Comité spécial des soins de santé de tenir des audiences publiques dans la province afin de déterminer l'envergure et les sources des répercussions négatives de l'environnement sur la santé de la population du Nouveau-Brunswick.

Motions portant dépôt de documents

[Dans l'ordre de leur présentation à la Chambre.]

Motion 55 — M. Arseneault, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 7 avril 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels, les factures et les rapports ayant trait au ministère du Tourisme et des Parcs relativement à un voyage à Londres, qui était prévu pour le mois de mars 2005, y compris les invitations que la province du Nouveau-Brunswick a envoyées à d'éventuels participants et participantes.

(Documents demandés déposés le 15 avril 2005)

Motion 56 — M. Albert, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 7 avril 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les informations et les détails sur la publicité faite par la Régie de la santé 6, du 31 mars 2004 au 31 mars 2005, incluant les annonces dans les médias

(écrits, oraux et visuels), la publicité pour le plan de santé, le logo, la revue “Synopsis” et les affiches publicitaires.

Motion 57 — M. Boudreau, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 7 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les définitions qu'utilisent les services d'ambulance pour les types de patients faisant l'objet d'un transport, selon les rapports statistiques du centre provincial des services d'ambulance et du ministère de la Santé et du Mieux-être au sujet du centre de paiement, y compris les définitions des mots suivants : 1) émergent ; 2) urgent ; 3) non urgent ; 4) transport d'invalidé.

(Documents demandés déposés le 18 avril 2005)

Motion 58 — M. Boudreau, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 7 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nombre d'infirmières et d'infirmiers dans chacune des catégories suivantes : temps plein, temps partiel et occasionnel, pour chacune des régions régionales de la santé, du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2004.

(Documents demandés déposés le 22 avril 2005)

Motion 60 — M. V. Boudreau, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 12 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les lettres, les courriels, les documents et les rapports envoyés ou reçus par le ministère de la Santé et du Mieux-être au sujet de la demande visant la création d’un laboratoire satellite de cathétérisme cardiaque à Moncton.

Motion 61 — M. V. Boudreau, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 14 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les informations et les détails sur la publicité faite par chaque région de la santé, le ministère de la Santé et du Mieux-être et Communications Nouveau-Brunswick, de la part du ministère de la Santé et du Mieux-être, du 31 mars 2004 au 31 mars 2005, incluant les annonces dans les médias (écrits, oraux et visuels), la publicité pour le plan de santé, le logo et les affiches publicitaires.

Motion 62 — M. R. Boudreau, appuyé par M. McGinley, proposera, le jeudi 14 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les rapports, les courriels et la correspondance relativement au placement en foyer nourricier, qui ont été échangés avec le ministère des Services familiaux et communautaires, notamment le ministre des Services familiaux et communautaires, depuis le 1er janvier 2005.

Motion 63 — M. Lamrock, appuyé par M. Allaby, proposera, le jeudi 14 avril 2005, qu’une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports échangés entre le ministère de la Justice et toute autre province du Canada relativement

à toute poursuite contre des compagnies de fabrication de produits du tabac depuis le 9 juin 2003.

Motion 64 — M. Lamrock, appuyé par M. Allaby, proposera, le jeudi 14 avril 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports échangés entre le ministère de l'Éducation et le gouvernement du Canada relativement à l'abolition de la déduction, dans le montant des prêts étudiants, de la contribution des parents, depuis le 9 juin 2003.

(Documents demandés déposés le 14 avril 2005)

Motion 65 — M. Arseneault, appuyé par M. Paulin, proposera, le mardi 19 avril 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les paiements versés par le ministère du Tourisme et des Parcs à des particuliers et à des médias, notamment les noms des stations de télévision ou de radio, des médias imprimés, des compagnies d'impression et des agences de publicité ainsi que les sommes qui leur ont été versées, depuis juin 1999.

Motion 69 — M. Albert, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 21 avril 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information concernant la taxe sur l'exportation et l'importation de la bière entre le Nouveau-Brunswick et le Québec incluant la correspondance, les télécopies, les courriels et les rapports de réunions du 1^{er} décembre 2004 au 14 avril 2005.

(Documents demandés déposés le 26 avril 2005)

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

COMITÉ PLÉNIER

- 2, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*. L'hon. M. Steeves.
- 5, *Loi sur l'Imprimeur de la Reine*. L'hon. M. Green, c.r.
- 6, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*. L'hon. M. Green, c.r.
- 7, *Loi modifiant la Loi électorale*. L'hon. M. Green, c.r.
- 9, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille*. M. Burke.
- 10, *Loi sur le curateur public*. M. S. Graham.
- 17, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité*. M. Doucet.
- 21, *Loi modifiant la Loi sur le défenseur des enfants et de la jeunesse*.
L'hon. M. Huntjens.
- 23, *Loi modifiant la Loi sur l'aide à la jeunesse*. M. Lamrock.
- 24, *Loi modifiant la Loi sur l'aide à la jeunesse*. M. Lamrock.
- 31, *Loi sur la dénonciation dans la fonction publique*. M. Burke.

- 32, *Loi sur le droit de lire*. M. Lamrock.
33, *Loi sur les étudiants en santé*. M^{me} Robichaud.
34, *Loi sur les franchises*. M. Haché.
35, *Loi de 2005-2006 portant affectation de crédits pour fins de dépenses en capital*. L'hon. M. Volpé.
37, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne*. L'hon. M. Ashfield.

PROJETS DE LOI RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DE MODIFICATION DES LOIS

- 16, *Loi sur le fonds de garantie des prestations de retraite*. M. S. Graham.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget principal 2005-2006
(transmis par message de S.H. le lieutenant-gouverneur par l'hon. M. Volpé le 30 mars 2005)

AVIS DE MOTIONS

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

MOTIONS RÉGLÉES

- Motion 20 — L'hon. M. Volpé.** Débat sur la motion le 5 janvier 2005 ; adoption de la motion le 5 janvier 2005.
Motion 22 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 10 décembre 2004.
Motion 23 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 14 décembre 2004.
Motion 39 — L'hon. M. Volpé. Débat sur la motion le 30 mars, les 1^{er}, 5, 6, 7 et 8 avril 2005 ; adoption de la motion le 15 avril 2005.
Motion 41 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 18 janvier 2005.
Motion 54 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 31 mars 2005.
Motion 66 — L'hon. M. Lord. Adoption de la motion le 12 avril 2005.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 75 — M. Paulin, appuyé par M. Foran, proposera, le mardi 3 mai 2005, la résolution suivante :
 attendu que le gouvernement a promis une réponse au rapport du Comité spécial de l'approvisionnement en bois ;
 attendu que huit mois se sont écoulés depuis ;
 qu'il soit résolu que, le mercredi 11 mai 2005, l'Assemblée législative consacre la journée de séance entière, après les affaires courantes, à un débat sur la réponse du gouvernement au rapport du Comité spécial de l'approvisionnement en bois.

Motion 76 — M. Lamrock, appuyé par M. Allaby, proposera, le mardi 3 mai 2005, la résolution suivante :
 attendu que le premier ministre a pris l'engagement de faire participer l'Assemblée législative à l'étude du rapport final de la Commission sur la démocratie législative ;
 attendu que trois mois se sont écoulés depuis ;
 qu'il soit résolu que l'Assemblée législative ordonne au Comité permanent de la procédure d'étudier le chapitre 4 du rapport final de la Commission sur la démocratie législative.

Motions portant dépôt de documents

[Dans l'ordre de leur présentation à la Chambre.]

Motion 70 — M. Albert, appuyé par M^{me} Robichaud, proposera, le mardi 3 mai 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre toutes les informations concernant la signature, le 24 janvier 2001, de l'entente de trois ans sur les langues officielles dans l'enseignement et les montants des investissements par le gouvernement du Canada prévus dans l'entente ainsi que les montants promis par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, incluant la correspondance, les notes de service, les courriels, les télécopies, les ententes, les contrats, les informations sur les montants d'argent investis afin d'appuyer l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde aux niveaux primaire, secondaire, collégial et universitaire, et la description de ces montants.

Motion 71 — M. Albert, appuyé par M. Landry, proposera, le mardi 3 mai 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les notes de service, les courriels et les télécopies concernant la mobilité de la main-d'oeuvre entre la province du Québec et le Nouveau-Brunswick, incluant le nombre de rencontres et réunions tenues du 1^{er} mai 2003 au 26 avril 2005.

Motion 72 — M. Arseneault, appuyé par M. Paulin, proposera, le mardi 3 mai 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les données statistiques recueillies mensuellement, depuis janvier 2004, par le ministère du Tourisme et des Parcs au Centre de communication de Tourisme et Parcs Nouveau-Brunswick (1 800 565-0123) et au site Web de Tourisme Nouveau-Brunswick (<www.tourismenouveau-brunswick.ca> et <www.eauchau.de.ca>).

Motion 73 — M. V. Boudreau, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le mardi 3 mai 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre pour chaque régie régionale de la santé, le nombre de personnes en attente de chirurgie au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2004, ventilé selon les spécialités chirurgicales suivantes : chirurgie générale, chirurgie oculaire, oto-rhino-laryngologie, chirurgie orthopédique, chirurgie plastique, neurochirurgie, gynécologie, urologie et chirurgie vasculaire.

Motion 74 — M. V. Boudreau, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le mardi 3 mai 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre pour chacune des régions régionales de la santé, le nombre d'infirmières et d'infirmiers, au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2004, dans chacune des catégories suivantes: à temps plein, à temps partiel et à titre occasionnel.

MOTIONS RÉGLÉES

Motion 1 — M. S. Graham. Débat sur la motion le 4 janvier 2005 ; rejet de la motion le 4 janvier 2005.

Motion 2 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 3 — M. MacDonald. Retrait de la motion le 5 avril 2005.

Motion 4 — M. Allaby. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 5 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 6 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 7 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 8 — M. MacIntyre. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 9 — M. Jamieson. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 10 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 11 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 12 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 13 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 14 — M. Murphy. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 15 — M. Targett. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 16 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 17 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 18 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 19 — M. Williams. Débat sur la motion le 17 décembre 2004 ; adoption de la motion le 17 décembre 2004.

Motion 21 — M. Doucet. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 24 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 25 — M. Albert. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 26 — M. Albert. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 27 — M. Doucet. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 28 — M. Lamrock. Adoption de la motion le 31 mars 2005.

Motion 29 — M. MacIntyre. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 30 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 31 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 32 — M. Jamieson. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 33 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 34 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 35 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 36 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 37 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 38 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 40 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 42 — M. Ouellette. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 43 — M. Ouellette. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 44 — M. V. Boudreau. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 45 — M. V. Boudreau. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 46 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 47 — M. Lamrock. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 48 — M. Haché. Débat sur la motion le 12 avril 2005 ; rejet de la motion le 12 avril 2005.

Motion 49 — M. V. Boudreau. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 50 — M. Arseneault. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 51 — M. Paulin. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 52 — M. Foran. Retrait de la motion le 31 mars 2005.

Motion 53 — M. Allaby. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 59 — M. S. Graham. Retrait de la motion le 12 avril 2005.

Motion 67 — M. Foran. Débat sur la motion le 26 avril 2005 ; adoption de la motion le 26 avril 2005.

PÉTITIONS

- 1, M. Armstrong — présentée le 3 décembre 2004
(réponse déposée le 6 janvier 2005)
- 2, M. Ouellette — présentée le 3 décembre 2004
(réponse déposée le 3 février 2005)
- 3, M. A. LeBlanc — présentée le 3 décembre 2004
(réponse déposée le 17 février 2005)
- 4, M. Sherwood — présentée le 8 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 5, M. Paulin — présentée le 8 décembre 2004
(réponse déposée le 21 décembre 2004)
- 6, M. Betts — présentée le 9 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 7, M. Paulin — présentée le 9 décembre 2004
(réponse déposée le 21 décembre 2004)
- 8, M. Doucet — présentée le 9 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 9, M. Williams — présentée le 10 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 10, M^{me} Robichaud — présentée le 10 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 11, M^{me} Weir — présentée le 10 décembre 2004
(réponse déposée le 4 janvier 2005)
- 12, M. Paulin — présentée le 10 décembre 2004
(réponse déposée le 17 janvier 2005)
- 13, M. Targett — présentée le 17 décembre 2004
(réponse déposée le 13 janvier 2005)
- 14, M. Foran — présentée le 4 janvier 2005
(réponse déposée le 27 janvier 2005)
- 15, M. A. LeBlanc — présentée le 4 janvier 2005
(réponse déposée le 27 janvier 2005)
- 16, M. Holder — présentée le 18 janvier 2005
(réponse déposée le 10 février 2005)
- 17, M. Holder — présentée le 18 janvier 2005
(réponse déposée le 10 février 2005)
- 18, L'hon. M. Alward — présentée le 19 janvier 2005
(réponse déposée le 10 février 2005)
- 19, M. Malley — présentée le 19 janvier 2005
(réponse déposée le 10 février 2005)
- 20, M. Graham — présentée le 31 mars 2005
- 21, M^{me} Weir — présentée le 31 mars 2005
(réponse déposée le 20 avril 2005)
- 22, M. Kenny — présentée le 31 mars 2005
- 23, M. Albert — présentée le 31 mars 2005

24, M. Landry — présentée le 31 mars 2005
25, M. Doucet — présentée le 6 avril 2005
26, M. Targett — présentée le 7 avril 2005
27, L'hon. Tony Huntjens — présentée le 14 avril 2005

RAPPORTS DE COMITÉS

Premier rapport du Comité spécial des soins de santé
(présenté le 27 avril 2005)

Premier rapport du Comité permanent de modification des lois
(présenté le 16 décembre 2004)

Deuxième rapport du Comité permanent de modification des lois
(présenté le 26 avril 2005)

QUESTIONS ÉCRITES (VOIR ANNEXE A)

Loredana Catalli Sonier,
greffière de l'Assemblée législative

ANNEXE A

QUESTIONS ÉCRITES

Question 1 **De :** **M. Rick Brewer, député**
 À : l'hon. Wayne Steeves,
 ministre de la Sécurité publique

1. Quelle est la politique du ministère des Transports relativement aux vignettes noires d'immatriculation permanente sur les plaques d'immatriculation du ministère des Transports?
2. Des compagnies du secteur privé sont-elles admissibles à avoir ces vignettes d'immatriculation? Si oui, quels sont les détails de la politique et depuis combien de temps est-elle en vigueur?

Réponse déposée le 5 janvier 2005.

Question 2 **De :** **M. Roy Boudreau, député**
 À : l'hon. Tony Huntjens,
 ministre des Services familiaux et communautaires

1. Quel était le nombre de postes administratifs permanents au ministère des Services familiaux et communautaires le 1er avril 2005, le 1er janvier 2005, le 1er janvier 2004, le 1er janvier 2003 et le 1er janvier 2002, les résultats faisant la distinction entre le personnel administratif travaillant à des systèmes de paiement et le personnel administratif de soutien auprès des travailleuses et travailleurs sociaux?
2. Qui a élaboré le système informatique Familles NB, et quel est son objet? Le système est-il relié à d'autres services ou ministères, tels que les Services de santé mentale ou Santé publique et, si oui, comment et avec quels services? Aussi, si oui, comment le système est-il relié à d'autres services ou ministères selon le principe de l'échange d'information recommandé dans le rapport Les enfants priment tout?
3. Quel est l'ensemble des cas confiés à chaque travailleuse ou travailleur social et liés à la protection de l'enfance et à la garde d'enfants? Quel est l'ensemble des cas confiés aux travailleuses et travailleurs sociaux dans chaque région du Nouveau-Brunswick et liés à la protection de l'enfance et à la garde d'enfants, les résultats étant détaillés selon les cas de 1ère, de 2e, de 3e et de 4e priorité? Quels sont le nombre et la ventilation de cas liés à la protection de l'enfance et à la garde d'enfants et dont les tribunaux ont été saisis, pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril 2005? Quel est le nombre de partenaires pour chaque cas (les partenaires étant, par exemple, divers parents, des écoles, des parents nourriciers, les Services de santé mentale, des médecins, et ainsi de suite) lié à la protection de l'enfance et à la garde d'enfants?
4. Quel est l'ensemble des cas confiés à chaque travailleuse ou travailleur social et liés aux services aux adultes? Quel est l'ensemble des cas confiés aux travailleuses et travailleurs sociaux dans chaque région du Nouveau-Brunswick et liés aux services aux adultes, les résultats étant détaillés selon les cas de 1ère, de 2e, de 3e et de 4e priorité? Quels sont le nombre et la ventilation des cas liés aux services aux adultes et dont les tribunaux ont été saisis, pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril 2005? Quel est le nombre de partenaires pour chaque cas (les partenaires étant, par exemple, divers parents, des écoles, des parents nourriciers, les Services de santé mentale, des médecins, et ainsi de suite) lié aux services aux adultes?
5. Quels sont le nombre et la ventilation des postes de travail social qui existaient à Services familiaux et communautaires, pour les années 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril, les

résultats étant ventilés selon les services aux adultes et les services aux enfants et aussi selon les postes occasionnels, temporaires et permanents et tout autre genre de classification?

6. Quels sont le nombre et la ventilation des postes de travail social qui existaient à Services familiaux et communautaires relativement au projet d'adoption, pour les années 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril, les résultats étant ventilés selon les postes occasionnels, temporaires et permanents et tout autre genre de classification? Relativement au projet d'adoption, quels sont le nombre et la ventilation des postes occasionnels qui sont devenus permanents, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril? Quels sont le nombre et la ventilation relativement aux enfants qui relevaient du programme d'adoption, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril? Quels sont le nombre et la ventilation du nombre de placements en vue de l'adoption, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril? Quel est le nombre d'enfants en foyer nourricier placés pour adoption? Quels sont le nombre et la ventilation des foyers nourriciers ouverts, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril? Quels sont le nombre et la ventilation des foyers nourriciers qui ont été fermés, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril?
7. Quels sont le nombre et la ventilation des travailleuses et travailleurs sociaux en congé, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril, et les résultats ventilés par genre de congé (maternité, maladie, éducation, invalidité, etc.)?
8. Quels sont le nombre et la ventilation des changements de travailleuses et travailleurs sociaux que la clientèle a subis, pour les années 2003, 2004 et 2005, jusqu'au 1er avril?